



Lundi 10 juin 2024

Contre l'extrême-droite, par nos manifestations et nos grèves, en finir avec 40 ans de politiques antisociales et racistes, de gauche comme de droite

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'appête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui.

Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Vidons les videurs !

À partir de fin juin, la direction veut supprimer 225 postes. Tous les secteurs sont concernés, elle veut zéro intérimaire et se débarrasser progressivement des 73 contrats pros. Les 18,6 milliards de profits en 2023 permettent largement de garder tous les postes.

La direction veut vider l'usine pour pouvoir la fermer si Tavares en donne l'ordre, en 2027 ou avant. Les capitalistes sont des parasites, il faut s'en débarrasser.

Rien à brader

Pour l'Emboutissage, la direction veut le passage à une demi-équipe pour le VSD ; pour le Ferrage, supprimer l'équipe de nuit pour faire 2 équipes matin et après-midi ; pour la Peinture, faire travailler l'équipe de nuit de dimanche à vendredi 5h15.

Elle prévoit une nouvelle vague de mutations forcées au Montage, et veut contraindre les moniteurs et les ouvriers pro à aller travailler sur chaîne par rotation.

Avec tous ces changements elle espère qu'on va démissionner et partir avec trois fois rien. On a un emploi, on le garde. Et hors de question d'accepter toutes ces dégradations des conditions de travail.

On n'est pas des oiseaux migrateurs

La direction supprime une des deux équipes de Pack batteries, 19 salariés doivent être mutés de force au Montage. Certains viennent juste de revenir du Montage pour les Packs, pour retourner au Montage. Et demain il faudra continuer à faire l'aller-retour entre Packs et Montage ? Stop à l'ultra-flexibilité !

On sait comment ça marche

Montage HC2, mercredi, il y a avait des odeurs nauséabondes, les salariés ont vivement interpellé la hiérarchie. Les responsables ont dû se dépêcher de venir avec des ventilateurs. Ici, si on ne menace pas d'arrêter le travail, on n'a rien !

Tous menacés, luttons tous ensemble !

Mardi les salariés en lutte de MA France d'Aulnay sont allés à PSA Sevelnord-Hordain pour s'adresser aux salariés du site et discuter des menaces qui pèsent aussi sur Sevelnord. Ils étaient avec des délégations de plusieurs entreprises notamment PSA Valenciennes et Poissy, SKF, Toyota, Alstom et des sous-traitants automobile Reydel et Eurostyle...

Jeudi, ils étaient à PSA Douvrin, pour interpeller Tavares en visite, celui-ci s'est caché et est passé par la petite porte. Il n'a pas fini d'entendre parler des MA France ... et des salariés qui lui réclament des comptes.

Les actionnaires font des économies sur notre dos

Fiat Mirafiori près de Turin restera en chômage jusqu'au 4 août et ne redémarrera sa production qu'en septembre, avec des pertes de 400 € environ par mois pour 1 200 salariés. Déjà depuis le début de l'année,

cette usine multiplie les périodes de chômage de plusieurs semaines.

En Italie comme en France, il va falloir que les salariés s'unissent pour imposer le maintien de leurs salaires et de leurs emplois.

La sécurité de ses profits c'est sa priorité

Selon le Parisien, Stellantis doit rappeler 8 millions de voitures à cause d'airbags : il y a un risque de « *provoquer des blessures graves, voire mortelles* ». Au départ Stellantis n'avait fait que les rappels pour les DS3 et C3 au sud de Clermont-Ferrand soi-disant parce qu'il y fait chaud, le nord n'était pas concerné... puis finalement ce genre de consigne étant tellement ridicule et le scandale prenant de l'ampleur, Stellantis s'est ravisé et est en train d'étendre le rappel. Le temps des travaux, Stellantis promet une voiture de remplacement... on a du mal à y croire.

Un avocat explique que la direction était au courant depuis 2013 du problème posé par ces airbags, sans avoir « *rien fait pour informer ou protéger les consommateurs* », il parle de fraude, mise en danger de la vie d'autrui, et escroquerie en bande organisée.

Macron et/ou Bardella : au bonheur des profiteurs

Avec Macron, un des meilleurs amis du grand patronat est déjà au pouvoir, si Bardella entre au gouvernement, ça en fera deux ! Non seulement ce dernier s'est déjà fait adouber par le MEDEF et ne propose finalement d'augmenter les salaires qu'en permettant aux patrons de ne plus payer de charges, mais on sait combien l'extrême droite européenne est déjà aux petits soins pour les très riches.

La ministre italienne d'extrême droite Giorgia Meloni, amie de Marine Le Pen, avait déjà cédé aux chantages d'un Carlos Tavares, en trois jours celui-ci avait extorqué 950 millions de subvention à l'industrie automobile pour financer restructurations et suppressions d'emplois aux frais du contribuable... Sans aucune garantie de sauvegarde du moindre emploi ni du moindre site, en Italie ou ailleurs.

Encore un jeune Kanak tué d'une balle dans la tête

Le 8 juin, le procureur de la République a annoncé qu'un homme de 26 ans, blessé lundi lors d'une fusillade impliquant des gendarmes, est mort vendredi d'une balle dans la tête. Le drame s'est déroulé sur une route longtemps bloquée par les indépendantistes. Les gendarmes invoquent, comme toujours, la légitime défense. Mais les militants indépendantistes disent que ce sont des automobilistes qui ont profité du déblaiement de la route par les forces de l'ordre pour passer « en ouvrant le feu avec des balles réelles sur nos jeunes ». Et ils accusent les milices loyalistes de ce crime.

Quoi qu'il en soit, c'est la huitième tuée depuis le début de la révolte, des morts à mettre au bilan de la politique néocoloniale de la France.